

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 25

15 MAI 1925

PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

PROCÈS POUR RIRE. — Le Conseil suprême de la guerre et de la marine d'Espagne, rendant sa sentence dans le procès du colonel Araujo, coupable d'abandon de poste au cours des événements de Melilla en 1921, a condamné l'accusé à la radiation des cadres de l'armée mais avec bénéfice de la loi d'amnistie. En conséquence, la sentence est sans effet.

CONSEILS DE GUERRE. — Le professeur de l'Université de Saragosse M. Monova y Pujol, poursuivi devant un conseil de guerre et accusé d'avoir prononcé dans un discours des injures contre l'armée et exprimé des opinions désobligeantes pour le Directoire militaire, a été acquitté. Le procureur du roi demandait pour le professeur Moneva quatre années de prison. D'autres conseils de guerre ont eu lieu à Barcelone et à Gérone.

LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS DE CATALOGNE. — La Fédération des Employés de Catalogne s'est réunie à Lleida en un congrès. Elle a voté un ordre du jour sollicitant son admission au sein de la Fédération Internationale des Employés et des Techniciens dont le siège est à Amsterdam.

HOMMAGE À GUIMERA. — Aux Jeux Floraux de Toulouse, le professeur de la Faculté des Lettres, M. Jules Marsan, fit l'éloge du grand poète catalan Angel Guimera au cours d'un discours très remarqué.

ÉCHANGE INTELLECTUEL. — M. Marcel Aubert, professeur, conservateur du Musée du Louvre, a été l'hôte de Barcelone. Il a donné, à l'Institut Français de cette ville, sous la présidence de M. Puig i Cadafalch, l'ancien président de la Mancomunitat, une conférence sur Notre-Dame de Paris. En outre, le recteur de l'Université de Toulouse, professeur P. Dresch, a inauguré, au même Institut, une exposition du Livre français et y a donné une conférence sur l'Université française.

ACTES DICTATORIAUX. — A La Bisbal, les autorités de la ville, nommées par le Directoire, ont interdit la Danse nationale catalane la « sardana ». A Valls, les autorités militaires ont refusé l'autorisation nécessaire pour la publication d'un journal qui devait s'intituler Alt Camp. A Torroella, on a dissous une société qui n'avait aucun caractère politique.

MARASME ADMINISTRATIF. — A Lleida, à Sabadell, à Granollers, à Valls, à Gérone, à Tarragone, des démissions et changements ont eu lieu au sein des conseils municipaux et généraux, les autorités militaires tenant à ce que les conseillers communaux et les députés provinciaux soient absolument à leurs ordres. Il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait des remaniements au sein des communes ou des provinces. C'est une nouvelle façon de maintenir, dans les corporations publiques, l'ordre et l'esprit de suite.

LA DÉPUTATION DE BARCELONE. — M. Alfonso Sala a démissionné de la présidence de la Députation de Barcelone, poste qu'il avait accepté dans l'espoir de reconstruire, d'après le nouveau statut provincial, la Mancomunitat catalane. Avec M. Sala ont démissionné M. de Cabanes et Armengol. M. Cayetano Marfa a été élu président.

L'« ORFEO CATALA » A ROME. — Les journaux italiens et catalans nous rapportent que l'Orfeo Catala a réalisé à Rome une tournée triomphale. On se rappelle les succès éclatants que cette grande masse chorale, dirigée par le maître Lluís Millet, remporta à Paris et à Londres, en 1914. La tournée à Rome ne fait qu'ajouter aux lauriers que le fameux chœur catalan s'était acquis. Il a consacré une fois de plus, en Europe, la gloire de l'art catalan.

CE QUE COUTE LE MAROC. — La Gaceta de Madrid vient de publier la statistique des dépenses faites durant le mois de décembre 1924 pour l'action au Maroc; elles ont atteint le chiffre de 60.779.220 pesetas. On peut établir ainsi le montant des sommes dépensées au Maroc, durant l'année 1924 : 433.277.668 pesetas, soit 122 millions 233.396 pesetas de plus qu'en 1923.

LE DIRECTOIRE CONTRE LA S.D.N. — On avait annoncé, à l'Académie de Jurisprudence de Madrid, une réunion à l'issue de laquelle serait constitué un groupement d'étudiants pour la Société des Nations. Cette réunion devait être présidée par le comte de Romanones. Un peu avant l'heure fixée pour la réunion, et lorsque la salle, où l'on remarquait plusieurs diplomates étrangers, était comble, les autorités firent savoir qu'elles interdisaient toute délibération. De plus, elles ont suspendu la série de conférences annoncée par l'Association pour la Société des Nations.

LES DEUX VICTIMES

Dans un récent discours, le général Primo de Rivera s'est déclaré satisfait de la situation intérieure du pays. Il a félicité ses collaborateurs du travail considérable accompli par le Directoire et, vantant le succès de leurs efforts, il a ajouté : « Nous avons si bien réussi que, même en Catalogne, brille d'une façon splendide l'amour pour la patrie espagnole et qu'à Barcelone la marche royale est écoutée avec respect par la population. »

Voilà ce que nous avons pu lire ces jours-ci dans le Temps. Primo de Rivera est donc d'une impressionnante audace. Demandez à M. Cambó, à M. de Romanones, à Don Jaime, à Miguel de Unamuno, à Blasco Ibanez, à Gomez Carillo, à tous les témoins enfin dont la sincérité est universellement respectée, demandez-leur si le général illustre qui se flattait il y a un an de pacifier le Maroc en quelques jours n'est pas seul de son avis. En un jour de sincérité — les diplomates eux-mêmes ont la leur — demandez à l'ambassadeur de France à Madrid, demandez à l'ambassadeur d'Angleterre, demandez à l'ambassadeur des États-Unis ce qu'ils pensent du gouvernement des généraux. Alors, observateurs impartiaux, vous pourrez mesurer d'un œil précis la réussite du Directoire.

Primo de Rivera n'a pas seulement l'habitude de se vanter. Il a celle, plus grave, de mentir. Quand il affirme qu'à Barcelone l'amour de la patrie espagnole anime la population, il oublie d'ajouter que quiconque s'avoue Catalan d'abord risque de ne pas coucher dans son lit le soir d'après. Volontairement, il oublie de dire que les Catalans soumis à un régime de terreur ont perdu toute liberté de manifester un sentiment. Ce sont des gens qui aiment trop la vie pour risquer inutilement de se la rendre odieuse par une attitude de vaine bravade. Mais ils sont si amoureux de l'Espagne qu'ils réclament par tous les moyens qu'on leur en laisse un divorce définitif. Comme on ne leur permet guère de formuler un vœu, c'est à l'étranger qu'ils s'adressent pour obtenir justice et paix.

Combien de fois le faudra-t-il répéter? Quand Primo quitta Barcelone pour s'installer au Direc-

toire, il n'y avait pour ainsi dire point de séparatisme catalan. Il y avait des régionalistes, épris d'indépendance, fervents de l'autonomie. Il y avait aussi des séparatistes, purs théoriciens; mais de séparatisme réel, point. Primo venu, Primo subi, voilà qu'il n'y a plus de régionalistes et que le séparatisme seul est en honneur dans les consciences patriotes des partisans catalans. Le seul, l'unique résultat qu'il ait obtenu, en Catalogne, l'intelligent Directoire que préside de Primo de Rivera, c'est celui-ci.

Au vrai, cet homme habile a réussi à l'intérieur de l'Espagne comme au Maroc. La France lui doit l'agrément d'avoir à recommencer une campagne de pacification, contre ces Riffains que grèvent les maladresses espagnoles. Se rend-il un compte juste des sentiments qu'il inspire aux hommes politiques, aux généraux, au public français? Apparemment, c'est un homme insensible. Le ridicule ne le tuera pas. Il faudra trouver autre chose pour se débarrasser de lui.

Où plutôt, nous ne voyons nul inconvénient que l'Espagne continue de mériter un tel chef. On fait ce qu'on peut. Il y a des nations qui ressemblent aux femmes de Sganarelle : il leur plaît d'être battues. Battue au Maroc, battue par son tyran, l'Espagne peut continuer. Cela nous est tout à fait indifférent. Mais il y a la Catalogne. La Catalogne réclame un sort moins cruel que celui qui consiste à être gouvernée par un Primo et séquestrée par une Espagne. Il y a aussi la France qui voudrait bien ne pas avoir à subir dans ses zones d'influence et ses protectorats les meurtrières, les coûteuses conséquences des certaines imbécillités. Le maréchal Lyautey n'a pas été spécialement créé et mis au monde pour réparer les gaffes des généraux espagnols. On ne comprend pas du tout pourquoi des soldats de France se feraient tuer ou mutiler parce que M. Primo de Rivera est un vantard et un sot.

Qui ne le voit? La France et la Catalogne seules ont à souffrir du gouvernement qui plaît à l'Espagne. Il faudra bien qu'elles s'arrangent entre elles pour s'en débarrasser.

F. JEAN-DESTHEUX.

Les déclarations d'Alphonse XIII

Alphonse XIII accorde ou sollicite volontiers des interviews. Est-ce qu'il veut se justifier devant l'opinion européenne de sa collaboration à la dictature militaire? Est-ce qu'il veut se créer des mérites devant le dictateur pour que celui-ci lui pardonne ses petites conspirations d'antichambre pour le révoquer? Quel qu'en soit le but, les déclarations d'Alphonse XIII attirent toujours l'attention. Le roi d'Espagne a accordé, tout dernièrement, aux envoyés de Paris-Midi, MM. Jérôme et Jean Tharaud, un entretien. Ses paroles sont intéressantes à recueillir, non pas certes parce qu'elles peuvent nous renseigner sur l'issue probable de la dictature militaire, mais parce qu'elles nous donnent la mesure de l'intelligence d'un roi qui, en s'écartant des devoirs constitutionnels acceptés par un serment solennel, espère pouvoir gouverner directement le pays.

Le roi d'Espagne affirme qu'il n'y a pas d'opinion publique dans ses Etats. Voici une affirmation assez nette et assez exacte. Réellement, s'il y avait en Espagne une opinion publique, le coup d'Etat de Primo de Rivera n'aurait pas réussi et Alphonse XIII ne continuerait pas à jouer le rôle de kaiser d'opérette. Aussi, nous ne pourrions pas comprendre une autre affirmation du roi, lorsqu'il dit que le Directoire est en train de créer cette opinion publique, s'il n'ajoutait pas — (et MM. Jérôme et Jean Tharaud oublient certainement de nous décrire le sourire sarcastique avec lequel il devait prononcer ces mots) — que l'expression de cette opinion publique se trouve dans le parti de l'Union Patriotique. Voici un parti politique sans précédents. Alphonse XIII dit qu'au sein de ce parti il y a de la place pour tous les bons Espagnols, depuis les monarchistes les plus à droite jusqu'aux socialistes. Le seul dénominateur commun des éléments du parti, c'est le patriotisme. Pour le moment, ce groupement a commencé sa tâche au sein de la couveuse artificielle, et tout le monde sait qu'il n'est pas autre chose que le parti des honnêtes gens de M. Le Trouhadec.

Il n'est pas étonnant qu'Alphonse XIII croie possible cet amalgame, puisque pour lui les idées et la pensée sont des choses inexistantes. Dans la même interview, il affirme qu'en Espagne existe une liberté absolue. Pour prouver une affirmation aussi risquée, il relève ces trois faits : que les gens peu-

vent obstruer la circulation en s'arrêtant au milieu de la rue sans que la police les en empêche; qu'à cinq heures du matin on peut crier et parler dans les rues; que tout le monde peut se saouler si cela lui plaît, à n'importe quelle heure. Sa Majesté oublie encore beaucoup d'autres faits qui prouveraient la liberté régnant en Espagne. Elle pourrait ajouter que tout le monde peut convertir les murs en des urinoirs, qu'on peut battre les animaux qui tirent péniblement des voitures, que l'on peut pourchasser les chiens et les chats au milieu de la rue en leur jetant des pierres... Il existe certainement en Espagne beaucoup d'autres libertés pareilles qui la rendent un pays beaucoup plus voisin du Riff qu'il ne l'est par sa situation géographique.

À côté de ces libertés marocaines, il n'importe qu'il n'existe pas d'autres libertés, telles que la liberté d'association, de réunion, de domicile, de correspondance, de presse ou de pensée. Désirant donner une preuve magnifique de son esprit démocratique, le roi d'Espagne a affirmé que dans son pays il y avait six mille politiciens sur vingt millions de sujets et que, par conséquent, il lui faut se placer à côté de ces derniers. C'est sans doute ainsi parce que ceux qui pensent sont la minorité et ceux qui se saoulent sont des millions qui préfèrent la liberté de l'alcool à la liberté de la pensée.

Le cynisme du roi n'est comparable qu'à l'optimisme du dictateur. Celui-ci, interviewé par MM. Jérôme et Jean Tharaud, a nettement déclaré qu'il n'existe en Espagne aucune difficulté, qu'il n'y a pas de problèmes. Modestement, il ne veut pas s'attribuer le succès de les avoir résolus. Il déclare que ces problèmes n'ont jamais existé. La Catalogne, le Maroc, le syndicalisme, la question économique, tout cela n'a été que l'ombre d'un cauchemar. À côté de ces déclarations des deux maîtres de l'Espagne, les déclarations raisonnables du comte de Romanones ne signifient rien. L'Espagne véritable est celle du roi et du dictateur, non pas celle de l'ancien président du Conseil. Tenant compte de cet état de choses, qui pourra s'étonner désormais qu'il existe au sein de l'Etat espagnol deux peuples tels que les Catalans et les Basques, qui veulent s'en séparer et qui, tôt ou tard, parviendront à conquérir leur liberté?

L'américanisation du Riff

Ce n'est pas un secret pour personne que le général Primo de Rivera, après les échecs de M. Echevarrieta a conféré pleins pouvoirs à un financier américain, M. Bhen, pour négocier avec Abd el Krim. Il paraît que ce financier a trouvé au problème du Riff une solution surprenante. Cette solution, bien que préparée par le groupe Bhen, est poussée par le groupe financier anglais de M. Gardiner, qui est celui qui, comme tout le monde sait, facilite les armements d'Abd el Krim.

Le groupe de M. Gardiner a, dans le Riff, de nombreux agents qui ont accompli dans le pays des explorations minières. Ces explorations sont à la base de la formule ou solution américaine, qui comporte la création d'une grande compagnie commerciale, avec une souveraineté politique reconnue, pour exploiter le Riff central. Le Syndicat américain s'est engagé, paraît-il, à explorer, d'accord avec Abd el Krim, un secteur de quarante kilomètres de côte situé à droite et à gauche de la baie d'Alhucemas et qui toucherait, en profondeur, jusqu'à la frontière de la zone française. Cette zone comprend, par conséquent, les territoires des tribus hostiles au protectorat espagnol. Les agents de M. Gardiner ont trouvé, dans ce secteur, des chutes d'eau et des gisements miniers.

La compagnie américaine épargnerait à l'Espagne toutes les préoccupations et sacrifices d'un protectorat sur une zone rebelle à se laisser protéger. Le plan de mise en valeur de cette zone comprendrait la construction des routes et chemins de fer, des travaux d'irrigation, d'installations hydroélectriques, etc., etc. Le pays serait organisé de façon à ce qu'il fût agréable d'y séjourner. On y construirait des hôtels et d'adourer d'Axdid, résidence d'Abd el Krim, deviendrait un séjour d'hiver. En un mot, on trouve, dans le plan tracé, tous les éléments nécessaires pour un article de magazine pouvant transformer le Riff inhospitalier en une sorte de petit paradis.

Le projet a été très bien reçu en Espagne, dans ce pays du quietisme et du *dolce far niente*, où tout ce qui vient des Etats-Unis est très bien accueilli, pourvu que ce soit fantastique. On parle très souvent en Espagne de ces projets colossaux destinés à changer rapidement le sort du pays. Mais ces projets ne se réalisent que dans l'imagination « julesvernesque » des Espagnols d'aujourd'hui. Alphonse XIII a sa *camarilla* « julesvernesque », où brille le financier Pedraza et même quelque père jésuite, de ceux qui ont une vision terrestre absolument bancaire. Le projet présente naturellement un gros avantage pour l'opinion espagnole : il résout le problème marocain par un miracle. Le scepticisme espagnol disparaît devant la puissance magique de Wall-Street. Personne ne se demande si réellement le groupe financier dispose des deux cent millions de pesetas nécessaires à l'américanisation du Riff, suivant ce projet. La partie fantastique de la mise en scène du miracle ne soulève aucun doute, aucune objection. On accepte tout de bon que le syndicat américain possède toutes les vertus thaumaturgiques et créatrices nécessaires.

Il semble pourtant que l'opinion espagnole ne devrait pas s'égarer dans ces fantaisies et devrait se préoccuper plus des réalités. La réalité c'est que la guerre du Maroc traîne en longueur et que la solution militaire voulue semble de plus en plus lointaine. Les hommes qui, depuis 1921, ont mené les affaires de l'Espagne, ont eu soin de ne pas perdre contact avec Abd el Krim. Généralement, le chef riffain s'est montré sourd aux chants de la sirène espagnole. Les Espagnols ont dû acheter même les dialogues diplomatiques. Ce n'est donc pas étonnant qu'ils accueillent le projet du syndicat américain, si miraculeux soit-il, puisque le miracle militaire n'arrive jamais.

En manière d'épilogue à cette curieuse histoire, il n'est pas inutile de signaler que lorsqu'à Madrid le nom de M. Gardiner courait sur toutes les lèvres comme celui d'un sauveur, la presse anglaise s'occupait largement de cet aventurier. Le *Daily Mail* du 10 avril signalait sa comparution devant un tribunal de Londres, sous l'accusation d'avoir tiré un chèque de 200.000 livres sans provision. Le journal anglais annonçait que le juge s'était refusé à accorder à M. Gardiner la liberté provisoire.

A cette même date, un journal de Paris insérait une dépêche de Tanger qui disait : « Des nouvelles de source sûre permettent de croire qu'Abd el Krim n'obtient pas de M. Gardiner les résultats qu'il attendait : les Riffains se plaignent de n'avoir pas reçu le matériel qu'ils lui ont acheté et qu'ils lui ont payé d'avance. »

(De l'Europe Nouvelle.)

UN PEINTRE CATALAN

Isidre Nonell

On a organisé à Barcelone une exposition rétrospective des œuvres du peintre Isidre Nonell, disparu depuis quelque quinze années. Cette rétrospective fut prélevée dans la collection d'art moderne que M. Joseph Sala avec un grand discernement est parvenu à former; pour la peinture de M. Nonell cette collection n'a sa pareille que dans la collection